

**Libye** ♦ En scrutant les contrats signés avec Tripoli, le compte n'y est vraiment pas.

## Mais où sont donc les 10 milliards ?

**L**undi, dans la foulée de son entretien avec le président Kadhafi, Nicolas Sarkozy déclare devant la presse que la France «va signer pour une dizaine de milliards d'euros de contrats» avec la Libye. Ce qui équivaut, selon l'Élysée à «30 000 emplois sur cinq ans». Mardi, par souci de détail, on prend donc notre calculatrice et on refait les comptes. Et là, surprise: on a beau refaire les calculs, on est loin, très loin des 10 milliards annoncés. Revue de détail.

### Les 21 Airbus

C'est le plus gros morceau: l'achat de 21 appareils par deux compagnies libyennes, pour 2,7 milliards d'euros selon l'estimation de l'Élysée. Sauf que cette double commande n'est en réalité que la confirmation d'une intention d'achat signée en juin au Salon du Bourget. C'est-à-dire bien avant l'affaire des infirmières bulgares. Or, comme le précise Airbus, une intention d'achat se transforme en commandes fermes dans «plus de 99% des cas». Donc la France n'avait pas besoin de faire venir Kadhafi pour concrétiser la commande. De plus, autre (petit) détail: Airbus parle d'un double contrat de 3,2 milliards de dollars, prix catalogue, soit 2,17 milliards d'euros. Ce qui fait 530 millions d'euros de moins que l'estimation de l'Élysée.

### Les contrats militaires

Là c'est le grand flou puisque l'Élysée se contentait, hier, de répertorier une liste de matériels d'un «montant potentiel de 4,5 milliards d'euros». Mais aucun contrat ferme, juste «un mémorandum sur la coopération en matière d'armement», dans lequel l'Élysée espère fourguer notamment 14 Rafale, une cinquantaine de blindés et 35 hélicoptères Eurocopter, filiale d'EADS. «Mais aujourd'hui, on n'a aucun élément précis sur les volumes, les types d'appareil et donc les montants d'un contrat. On ne sait pas très bien ce qui va remonter de cette négociation globale», relève un cadre d'Eurocopter.

### Le nucléaire

Passons sur les prétendus 2 milliards d'euros du contrat lié à la nouvelle coopération nucléaire entre les deux pays qui, toujours selon l'Élysée, recouvre «la fourniture de un ou plusieurs réacteurs pour le dessalement de l'eau de mer» ainsi qu'un soutien «à l'exploration et à l'exploitation de l'uranium». Pour Areva, la vente d'une telle centrale si elle se réalise, mettra au



Muammar Kadhafi, hier, à l'Hôtel de Lassay avec Bernard Accoyer (à droite), président de l'Assemblée nationale. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

minimum plusieurs années avant d'être concrétisée.

### Eau et BTP

Reste une dernière enveloppe de 2 milliards qui, d'après l'Élysée, recoupe notamment l'extension de l'aéroport de Tripoli (Vinci) et un contrat de gestion d'eau potable (Veolia). Hier, il suffisait d'interroger les industriels concernés, pour mesurer leur embarras. «On n'a rien signé du tout. Sur l'annonce de l'Élysée, on ne souhaite pas faire de commentaire» (un cadre de Veolia). «L'extension de l'aéroport de Tripoli? Oui, on en a entendu parler, mais aujourd'hui, ce n'est qu'un projet comme on en a plein dans d'autres pays» (un cadre de Vinci).

### Résultat

Hier, le seul contrat commercial ferme signé (en dehors des 21 Airbus qui de toute façon auraient été vendus) était à mettre à profit d'Areva pour du matériel de transmission et de distribution d'électricité, pour un montant de 300 millions d'euros. On est donc très loin des 10 milliards annoncés.

GRÉGOIRE BISEAU

Invité hier au Palais-Bourbon, le colonel libyen a été boycotté par une partie des députés.

## A l'Assemblée, Kadhafi sème la zizanie

**D**e la belle ouvrage! La visite du colonel Kadhafi a, hier, failli tourner à la foire d'empoigne généralisée. Entre Nicolas Sarkozy et le chef d'Etat libyen, sur les droits de l'homme; entre le président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, et plusieurs élus UMP, pas ravis de voir le Guide être accueilli au Palais-Bourbon; entre les députés et les forces de l'ordre qui, en fin de matinée, leur ont refusé l'accès à l'Assemblée; et pour finir, entre la majorité et l'opposition, qui pour manifester son hostilité au séjour en France du colonel et de ses 400 «accompagnants» a quitté hier l'hémicycle en plein débat sur l'Europe.

**Porte-à-faux.** C'est Kadhafi qui a ouvert les hostilités. Sur France2, le Libyen affirme que la question des droits de l'homme n'a jamais été évoquée lors de ses entretiens avec

Nicolas Sarkozy. Lequel, depuis lundi soir, prétend le contraire. Mis en porte-à-faux, l'Élysée, par le truchement de son secrétaire général, Claude Guéant, riposte immédiatement en précisant que le sujet a été évoqué «à deux reprises, lors de l'entretien puis du dîner, lundi, à l'Ely-

**Pour se dédouaner, le président de l'Assemblée confie avoir répondu à la demande de Sarkozy, soucieux de satisfaire les désirs de son invité.**

sée». C'est que le sujet est ultrasensible, y compris dans la majorité.

Dès le matin, lors du bureau du groupe UMP, trois députés, Lionnel Luca, Claude Goasguen et Hervé Mariton, ont fermement désapprouvé la venue de Kadhafi dans «le temple de la démocratie». «Rien ne nous oblige à recevoir cet individu à l'Assemblée nationale», tempête Luca. Pour

se dédouaner, Accoyer leur confie avoir répondu à la demande pressante de Sarkozy, soucieux de satisfaire les désirs de son invité. Pour calmer les esprits, le titulaire du perchoir dit leur avoir évité le pire: un discours du colonel dans l'hémicycle. Insuffisant pour rassurer les députés de droite, tentés de boycotter le pincefesse à l'instar de leurs homologues socialistes. A

11h45, alors même qu'un ballet de limousines accompagne l'arrivée du Guide à l'Hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée, les élus du Nouveau Centre annoncent à leur tour leur boycott de la réception.

Un peu plus loin, devant le groupe PS, Laurent Fabius s'inquiète de la composition de l'escorte de Kadhafi. Il réclame que soit officiellement de-

mandé, lors d'un rappel au règlement, avant le débat sur l'Europe, que l'identité des membres de la délégation libyenne, parmi lesquels pourraient figurer d'anciens tortionnaires, soit communiquée à la représentation nationale et aux associations de familles des victimes d'attentats.

**Prise de bec.** Au même moment, salle Colbert, le groupe UMP fait presque le plein. Pour envenimer un peu plus l'ambiance, rue de l'Université, plusieurs élus UMP et PS se prennent le bec avec les hommes du GIGN qui leur refusent l'accès à l'Assemblée. A 12h15, plusieurs élus prolibyens comme Patrick Ollier, Pierre Lellouche et Olivier Dassault, quittent le groupe pour rejoindre la réception. Sur quelque 80 députés invités comme eux à écouter de Kadhafi, ils ne sont finalement que 25 à se déplacer...

NATHALIE RAULIN